



61, quai de Paludate
33800 Bordeaux

Association pour le Développement, l'Insertion et l'Accompagnement des Personnes Handicapées - A.D.I.A.P.H

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Association pour le Développement, l'Insertion et l'Accompagnement des Personnes Handicapées - A.D.I.A.P.H

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901
Siège social : 97 Avenue Thiers 33100 Bordeaux
SIREN : 775 584 998

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'assemblée générale de l'Association pour le Développement, l'Insertion et l'Accompagnement des Personnes Handicapées - A.D.I.A.P.H,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association pour le Développement, l'Insertion et l'Accompagnement des Personnes Handicapées - A.D.I.A.P.H relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Commissaire aux comptes

Forvis Mazars SA

Bordeaux, le 24 avril 2025

DocuSigned by:
Jeanne FONTAN
0D089B22D979402...

Jeanne FONTAN

Associée

ADIAPH CONSOLIDE ETABLISSEMENTS ET SERVICES
BILAN AU 31/12/2024 HORS COMPTES DE LIAISON

ACTIF	31/12/2024			31/12/2023
	Montant brut	Amortissements et provisions	Montant net	Montant net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement	194 871,00		194 871,00	1 682,09
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques	176 369,02	147 594,90	28 774,12	3 588,71
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	5 800 261,52	1 752 384,05	4 047 877,47	4 070 692,74
Constructions	37 053 633,47	24 828 210,80	12 225 422,67	13 076 307,30
Installations techniques, matériel et outillage	5 375 662,88	4 178 113,81	1 197 549,07	1 070 091,10
Autres immobilisations corporelles	5 584 615,45	4 023 245,56	1 561 369,89	1 428 894,94
Immobilisations corporelles en cours	212 537,62		212 537,62	61 719,37
Biens reçus par legs ou donat. destinés à être cédés				
Immob. Affectées, concédées ou mise à dispo.				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées à des partic	13 749,49		13 749,49	13 660,49
Autres titres immobilisés	231 704,95		231 704,95	230 906,32
Prêts				
Autres immobilisations financières	95 142,39		95 142,39	97 587,27
TOTAL I	54 738 547,79	34 929 549,12	19 808 998,67	20 055 130,33
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et fournitures	93 796,39		93 796,39	80 230,88
Autres approvisionnements	20 886,75		20 886,75	23 345,63
En-cours de production (biens et services)	11 997,67		11 997,67	12 221,17
Produits intermédiaires et finis	634 436,20	61 817,56	572 618,64	570 171,29
Marchandises	9 209,65		9 209,65	7 729,78
Autres stocks				
Avances et acomptes versés sur commandes	18 381,40		18 381,40	5 244,93
Créances				
Créances redevables et comptes rattachés	1 559 950,88	65 399,17	1 494 551,71	1 163 705,94
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	900 023,59		900 023,59	782 059,88
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de Trésorerie				
Disponibilités	15 634 051,84		15 634 051,84	16 275 670,47
Charges constatées d'avance	55 363,43		55 363,43	68 099,36
TOTAL II	18 938 097,80	127 216,73	18 810 881,07	18 988 479,33
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecarts de conversion Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	73 676 645,59	35 056 765,85	38 619 879,74	39 043 609,66

ADIAPH CONSOLIDE ETABLISSEMENTS ET SERVICES
BILAN AU 31/12/2024 HORS COMPTES DE LIAISON

PASSIF	31/12/2024	31/12/2023
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise	1 288 567,44	1 288 567,44
Fonds propres statutaires	873 616,66	873 616,66
Fonds propres complémentaires	414 950,78	414 950,78
Fonds propres avec droit de reprise	169 439,89	169 439,89
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	169 439,89	169 439,89
Ecarts de réévaluation		
Ecarts de réévaluation		
Réserves	17 227 451,33	16 990 703,24
<i>Dont réserves des activités soc. médico-soc. sous gest. contrôlée</i>	<i>6 821 435,75</i>	<i>6 813 580,75</i>
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	17 227 451,33	16 990 703,24
Excédents affectés à l'investissement	14 351 230,89	14 107 650,05
Réserve de compensation	1 347 562,96	1 341 062,96
Réserve de compensation des charges d'amortissement	359 434,50	372 767,25
Excédents affectés à la couverture du besoin en fonds de roulement	1 169 222,98	1 169 222,98
Autres réserves pour projet de l'entité		
Autres Réserves		
Report à nouveau	-2 013 122,89	-1 335 678,89
<i>Dont report à nouv. des activités soc. médico-soc. sous gest. contrôlée</i>	<i>-1 354 518,70</i>	<i>-659 372,23</i>
Report à nouveau (gestion non contrôlée)	-658 604,19	-676 306,66
<i>dont dépenses refusées par l'autorité de tarification</i>	<i>-461 754,52</i>	<i>-458 009,38</i>
Résultat sous contrôle de tiers financeurs	337 706,02	879 861,16
Dépenses non opposables aux tiers financeurs	-1 692 224,72	-1 539 233,39
Excédent ou Déficit de l'exercice	-467 067,23	-440 695,91
<i>Dont excédent ou déficit des activités soc. médico-soc. sous gest. contrôlée</i>	<i>-626 362,34</i>	<i>-691 036,61</i>
<i>Situation Nette (sous total)</i>	<i>16 205 268,54</i>	<i>16 672 335,77</i>
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement sur biens non renouve	513 211,05	570 228,29
Provisions réglementées	3 549 428,38	3 247 217,70
TOTAL I	20 267 907,97	20 489 781,76
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds reportés et dédiés	1 220 185,33	1 488 670,97
TOTAL II	1 220 185,33	1 488 670,97
PROVISIONS		
Provisions pour risques	313 793,48	440 614,69
Provisions pour charges	628 259,21	635 432,52
TOTAL III	942 052,69	1 076 047,21
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (Titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	9 043 462,21	9 365 692,58
Emprunts et dettes financières divers	9 533,39	8 382,74
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 386 550,38	1 286 767,10
Dettes des legs ou donations		
Dettes sociales et fiscales	5 332 305,43	4 949 610,89
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	198 599,13	98 147,69
Autres dettes	194 428,55	249 617,18
Instruments de Trésorerie		
Produits constatés d'avance	24 854,66	30 891,54
TOTAL IV	16 189 733,75	15 989 109,72
Ecart de conversion Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	38 619 879,74	39 043 609,66

ADIAPH CONSOLIDE ETABLISSEMENTS ET SERVICES
COMPTE DE RESULTAT AU 31/12/2024

COMPTE DE RESULTAT	Exercice 2024	Exercice 2023
PRODUITS D'EXPLOITATION :		
Cotisations	180,00	200,00
Ventes de biens et services	5 211 596,10	4 969 753,71
Ventes de biens	800 042,44	625 116,64
dont ventes de dons en nature		
dont ventes de biens relatives aux activités soc. & médico-sociales	-29 400,41	-19 021,75
Ventes de prestations de service	4 411 553,66	4 344 637,07
dont parrainages		
dont ventes de prestations de services relatives aux activités sociales et médico-sociales	280 595,12	303 783,77
Produits de tiers financeurs	31 395 740,15	30 337 370,71
Concours publics et subventions d'exploitation	31 277 168,91	30 331 270,71
dont Contributi. financ. des autorités de tarificat. relatives aux activités soc. et médico-sociales	31 270 998,49	30 326 724,55
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	118 571,24	6 100,00
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	474 672,44	573 429,26
Reprise sur amortissements, dépréciations et provisions	336 605,76	295 009,54
Transferts de charges	138 066,68	278 419,72
Utilisations des fonds dédiés	559 911,92	450 942,12
Autres produits	5 044 501,54	4 987 926,76
TOTAL I	42 686 602,15	41 319 622,56
CHARGES D'EXPLOITATION :		
Achats de marchandises	648 979,97	562 861,07
Variation de stock	-11 106,63	-1 200,07
Autres achats et charges externes	9 701 247,63	9 881 940,97
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	1 961 704,18	2 011 276,73
Sur rémunérations	1 780 677,33	1 836 844,76
Autres	181 026,85	174 431,97
Salaires et traitements	20 325 082,57	19 182 641,94
Charges sociales	7 871 029,48	7 399 586,17
Charges de personnel (sous-total)	28 196 112,05	26 582 228,11
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	2 106 722,12	2 111 987,06
Dotations aux provisions	240 863,21	254 976,52
Dotation aux provisions sur actif circulant	46 294,46	12 313,69
Dotation aux provisions des charges d'exploitation (risques et charges)	194 568,75	242 662,83
Reports en fonds dédiés	291 426,28	305 443,78
Autres charges	5 520,67	3 006,19
TOTAL II	43 141 469,48	41 712 520,36
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I – II)	-454 867,33	-392 897,80

ADIAPH CONSOLIDE ETABLISSEMENTS ET SERVICES
COMPTE DE RESULTAT AU 31/12/2024

COMPTE DE RESULTAT	Exercice 2024	Exercice 2023
PRODUITS FINANCIERS :		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	4 950,83	2 013,58
Autres intérêts et produits assimilés	428 872,49	260 268,66
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	433 823,32	262 282,24
CHARGES FINANCIERES :		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	294 290,20	287 687,70
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	294 290,20	287 687,70
2. RESULTAT FINANCIER (III – IV)	139 533,12	-25 405,46
3. RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I – II + III – IV)	-315 334,21	-418 303,26
PRODUITS EXCEPTIONNELS :		
Sur opérations de gestion	34 915,26	48 643,63
Sur opérations en capital	191 310,78	199 406,08
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	79 633,36	76 785,03
TOTAL V	305 859,40	324 834,74
CHARGES EXCEPTIONNELLES :		
Sur opérations de gestion	17 376,90	23 076,25
Sur opérations en capital	8 888,97	29 629,55
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	381 844,04	263 427,03
TOTAL VI	408 109,91	316 132,83
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V – VI)	-102 250,51	8 701,91
PARTICIPATION DES SALAIRES AUX RESULTATS (VII)	0,00	0,00
IMPOTS SUR LES BENEFICES (VIII)	49 482,51	31 094,56
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	43 426 284,87	41 906 739,54
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	43 893 352,10	42 347 435,45
EXCEDENT OU DEFICIT	-467 067,23	-440 695,91
<i>Dont excédent ou déficit des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>-626 362,34</i>	<i>-691 036,61</i>

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL	0,00	0,00
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL	0,00	0,00



Exercice 2024

ANNEXE AU BILAN ET COMPTE DE RESULTAT

(Articles R 123-195 et R 123-96 du Code du Commerce)

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

- **TOTAL DU BILAN :38 619 879,74 euros**
(Hors comptes de liaisons)
- **DEFICIT COMPTABLE : -467 067,23 euros**
- Dont Gestion des activités sociales et médico-sociales sous contrôle : **-626 362,34 euros**
- Dont Gestion Libre : **+ 159 295.11 euros**

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

1 ADIAPH, OBJET SOCIAL, ACTIVITES ET MOYENS

1.1 OBJET SOCIAL, MISSIONS.

L'association pour le Développement, l'Insertion et l'Accompagnement des Personnes Handicapées, née Société Protectrice de l'Enfance de la Gironde (SPEG) en 1874, reconnue d'utilité publique le 1^{er} Mars 1890, a pour but de :

Venir en aide aux enfants, adolescents et adultes qui, du fait de leur milieu familial, de leur état physique ou mental ou de quelque cause que ce soit, sont entravés dans leur développement ou leur formation, afin qu'ils parviennent à épanouir leur personnalité et à jouer pleinement leur rôle dans la société.

L'ADIAPH forte de ses 150 ans d'existence est une association en évolution respectueuse de ses racines. Elle a un ancrage territorial historique fort. Elle est reconnue d'utilité publique et adapte ses offres de services et d'accompagnement en fonction de l'évolution des besoins et des souhaits des usagers.

Les missions de l'ADIAPH, pour atteindre son but, sont de :

- Créer, gérer et administrer,
- Mettre en œuvre les missions de service public,
- Personnaliser les accompagnements,
- Former les professionnels,
- Promouvoir et perfectionner,
- Améliorer en continu la qualité,
- Sensibiliser l'opinion publique,
- Intégrer les préoccupations sociales (RSE),
- Prendre en compte le bien-être du personnel,
- Être force de proposition face aux besoins nouveaux.

1.2 ACTIVITES ET MOYENS

1.2.1 Les structures et leurs missions.

Au 31 décembre 2024 l'association gère 45 dispositifs répartis sur 16 sites en Nouvelle Aquitaine, dont 13 en Gironde et 3 dans les Pyrénées Atlantiques. À ce jour, elle accompagne près de 1400 enfants, adolescents et adultes en situation de handicap grâce à plus de 500 professionnels engagés.





Le pôle Enfants

Les interventions pluridisciplinaires et les évaluations réalisées conformément aux recommandations de bonnes pratiques de la HAS, permettent de croiser les regards sur des situations de plus en plus complexes avec la volonté d'optimiser la logique de parcours des personnes accompagnées. Les compétences professionnelles spécifiques et des espaces adaptés à l'accompagnement des troubles du spectre de l'autisme permettent d'accueillir des enfants et des jeunes porteurs de TSA dans des conditions adaptées.

Il regroupe :

- ⇒ 1 Institut médico-éducatif (**IME**)
- ⇒ 2 Instituts médico-pédagogique (**IMP**)
- ⇒ 1 Institut médico-professionnel (**IMPRO**)
- ⇒ 4 Services d'éducation spécialisée et de soins à domicile (**3 SESSAD généralistes et 1 SESSAD pro.**)
- ⇒ 1 Unité d'Accompagnement Spécialisé pour Adolescents (**UASA**)
- ⇒ 2 Unités d'Enseignement en Maternelle pour enfants avec Autisme (**UEMA**)

Il a pour orientation de :

- Améliorer les prises en charge : éducative, thérapeutique et pédagogique,
- Améliorer l'accompagnement et l'inclusion des enfants handicapés, dont ceux présentant des troubles du spectre de l'autisme, en créant des SESSAD,
- Améliorer l'accompagnement et l'inclusion des enfants porteurs de handicap ainsi que l'accès à la formation professionnelle.



Le pôle accompagnement social, éducatif et hébergement

Un accompagnement et un soutien personnalisé éducatif, médical, psychologique et thérapeutique sont offerts à tous les usagers dans toutes les phases de leur parcours.

Ce pôle comprend :

- ⇒ 4 Foyers d'hébergement (**FH**)
- ⇒ 3 Foyers d'accueil médicalisé (**FAM**)
- ⇒ 4 Foyers occupationnels et 1 foyer de vie (**FO et FV**)
- ⇒ 2 maisons d'accueil pour personnes handicapées âgées (**MAPHA**)
- ⇒ 4 services d'accueil de jour (**SOJ et SA-ESAT**)
- ⇒ 2 Services d'accompagnement à la vie sociale polyvalent (**SAVSP**)
- ⇒ 1 Unité résidentielle renforcée (**U.R.R.**)
- ⇒ Des places d'habitat accompagné

Il a pour orientation de :

- Favoriser l'inclusion sociale des personnes en situation de handicap accompagnées par les foyers d'hébergement en créant des habitats partagés et des SAVSP,
- Développer les dispositifs de prise en charge des foyers d'accueil médicalisé.



Le pôle d'accompagnement par le travail

Les ESAT et EA de l'association ont pour vocation de soutenir l'émergence et la consolidation du projet professionnel des femmes et des hommes accueillis, en vue de leur valorisation, leur promotion et leur mobilité, au sein des structures elles-mêmes ou vers les entreprises.

Ce pôle regroupe :

- ⇒ 5 Établissements et services d'aide par le travail (**ESAT**)
- ⇒ 1 entreprise adaptée (**EA**)

Il a pour orientation de :

- Favoriser l'inclusion professionnelle des travailleurs d'ESAT, notamment en développant le nombre d'accompagnement « hors les murs »,
- Développer l'insertion en milieu ordinaire
- Soutenir socialement les travailleurs
- Former des travailleurs handicapés et des professionnels (R.A.E; V.A.E.)
- Assurer la viabilité économique des ateliers
- Développer les partenariats avec les autres ESAT



Le PIAMO

Afin d'apporter une réponse aux besoins du territoire et dans la droite ligne du rapport « Zéro sans solution », l'ADIAPH s'est inscrite dans une démarche inclusive à partir de 2016. Différents dispositifs ont été pensés afin de permettre aux personnes en situation de handicap de bénéficier d'accompagnements, en milieu ordinaire, répondant à leurs besoins et d'accéder à des dispositifs de droit commun.

Le PIAMO regroupe :

- ⇒ 2 Service d'accompagnement médico-social pour adultes handicapés autisme (**SAMSAH**)
- ⇒ 1 Service d'accompagnement à la vie sociale polyvalent (**SAVSP**)
- ⇒ 1 Pôle de compétences et de prestations externalisées dédié aux personnes concernées par les troubles autistiques (**PCPE TSA**)
- ⇒ 1 Pôle de compétences et de prestations externalisées dédié aux situations d'urgence (**PCPE Réponse accompagnée pour tous**)
- ⇒ Le dispositif **Récréamix** dédié à la recherche de solutions d'accueil hors temps scolaire, prioritairement dans des dispositifs de droit commun, pour les enfants et jeunes en situation de handicap

Il a pour orientation de :

- Développer l'accompagnement en milieu ordinaire,
- Développer le service Récréamix (mobilisation des dispositifs de droit commun pour l'accueil des enfants handicapés sur les temps périscolaires et extra-scolaires), le PCPE autisme et le PCPE une réponse accompagnée pour tous.

Parallèlement à ces dispositifs, l'ADIAPH poursuit son objectif d'innovation au service des personnes en situation de handicap en s'inscrivant, avec d'autres associations, dans la mise en œuvre de « **la plateforme 360** », complété sur le territoire des Pyrénées Atlantiques, du dispositif d'**Assistance au Parcours de Vie** (APV), la Plateforme de Coordination et d'Orientation spécialisée dans l'accompagnement des troubles du neurodéveloppement (**PCO TND**), et la plateforme **Handamos !** dédiée à l'emploi accompagné.

1.2.2 Les moyens.

L'ADIAPH a signé un Contrat pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (CPOM) avec l'ARS Nouvelle Aquitaine, le département de la Gironde, le département des Pyrénées-Atlantiques sur la période 2020-2023.

En 2023, sur proposition de l'ADIAPH, et après validation des autorités de tarification, ce contrat a été prorogé d'un an.

A la fin de l'année 2024, dans le contexte instable auquel nous sommes confrontés, tant sur le plan économique, social, et budgétaire, nous avons demandé une nouvelle prorogation. L'objectif de ce délai supplémentaire est de consolider nos échanges de pré-contractualisation, et d'envisager des objectifs à 5 ans dans une perspective plus favorable.

Le contrat fixe le cadre budgétaire de la totalité des **établissements et services médico-sociaux**, tel que définis à l'article I de l'article 312-1 du Code d'Action Sociale et des Familles (CASF), gérés par l'ADIAPH.

Le contrat repose sur le principe d'un financement pluriannuel dérogeant à la procédure budgétaire annuelle prévue au II de l'article L 314-7 du CASF.

La tarification annuelle prend la forme d'une dotation globalisée commune (DGC) déterminée par :

- l'Assurance Maladie, d'une part,
- les Départements, d'autre part,

Ces DGC sont arrêtées respectivement en fonction du périmètre actuel des autorisations et agréments des établissements et services.

A - Une DGC propre aux établissements et services financés en tout ou partie par l'Assurance Maladie

La DGC des établissements et services (Hors ESAT) financée par l'Assurance Maladie est actualisée :

- au regard d'un taux régional dont les modalités sont définies annuellement dans le Rapport d'Orientation Budgétaire (ROB),
- dans le respect des dispositions réglementaires y afférent.

L'article L313-12-2 CASF indique que le CPOM peut prévoir une modulation du tarif en fonction d'objectifs d'activité définis dans le contrat, selon des modalités fixées par décret en Conseil d'État. Ces dispositions seront, le cas échéant, déclinées dans le ROB précité.

- et plus spécifiquement pour les ESAT, dans le respect du dispositif de plafonnement des tarifs institué en 2009, (dotations reconductibles validées/ capacités autorisées et installées dont les modalités sont définies chaque année par arrêté ministériel.

B- Une DGC propre aux établissements et services financés en tout ou partie par le Département de la Gironde, révisée en fonction de l'évolution du budget consacré par le Conseil départemental au secteur médico-social « personnes handicapées »,

C- Une DGC propre aux établissements et services financés en tout ou partie par le Département des Pyrénées-Atlantiques, révisée en fonction du taux d'évolution voté par l'Assemblée départementale. Les enveloppes par financeur composant chaque dotation globalisée commune sont étanches et non fongibles entre elles.

Les **sections annexes de production et de commercialisation des ESAT** disposent de ressources générées par leurs activités économiques, complétées d'aides aux postes versées par l'Etat, finançant, à hauteur de 50.7% du SMIC, la rémunération garantie des travailleurs handicapés.

L'Entreprise Adaptée, la Ferme des Coteaux, est une structure conventionnée pour les activités visées à l'article L. 322-4-16 du code du travail et des entreprises adaptées définies aux articles L. 323-30 et suivants du même code. Elle fonctionne dans un cadre budgétaire précisé dans un contrat pluriannuel CPOM souscrit avec les services de la DREETS Nouvelle Aquitaine (Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités).

En dernier lieu, l'ADIAPH gère un **centre de vacances** situé à Audenge (33) avec une capacité d'accueil de 14 personnes.

2 FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE

2.1 EVENEMENTS MAJEURS DE L'EXERCICE

▪ **Accord du 4 juin 2024 relatif à l'extension du Ségur.**

Du fait de la crise sanitaire liée à l'épidémie de Covid-19, le gouvernement a décidé de revaloriser le traitement des personnels des établissements de santé du secteur sanitaire, social et médico-social.

S'agissant des structures du champ social et médico-social, un premier accord de méthode avec les pouvoirs publics a été conclu le 28 mai 2021. Cet accord « **Laforcade** » a donné lieu à un premier volet qui a permis la **revalorisation, des professionnels soignants, ainsi que des aides médico-psychologiques, des auxiliaires de vie sociale et des accompagnants éducatifs et sociaux des établissements et services pour personnes handicapées.**

Un deuxième volet de mise en œuvre de cet accord de méthode a été ouvert lors de la conférence des métiers de l'accompagnement qui s'est tenue le 18 février 2022. Il a permis la **revalorisation des métiers de la filière socio-éducative** du secteur **médico-social et social**, ainsi que des professionnels soignants, aide médico-psychologiques, des auxiliaires de vie sociale et des accompagnants éducatifs et sociaux qui n'étaient jusqu'alors pas concernés par le 1er volet de l'accord de méthode du 21 mai 2021.

Pour autant de nombreuses structures et professionnels du secteur n'étaient toujours pas concernés par la mesure Ségur.

Or, depuis l'arrêté du 25 juin 2024 relatif à l'agrément de certains accords de travail applicables dans les établissements et services du secteur social et médico-social privé à but non lucratif, dits accords BASS du 04 juin 2024, les salariés qui n'étaient pas encore éligibles à la mesure « Ségur / Laforcade / Conférence des métiers » bénéficient, à compter du 1er janvier 2024, d'une indemnité de 238 euros bruts par mois, dite « **extensions Ségur** ». Cette indemnité forfaitaire mensuelle Ségur s'ajoute aux rémunérations brutes des bénéficiaires et donne lieu à une mention distincte sur le bulletin de salaire.

Conformément à l'article L. 314-6 du Code de l'action sociale et des familles, l'agrément de l'accord du 4 juin 2024 le rend opposable aux seuls financeurs des ESSMS relevant du champ de la BASS : ARS, DREETS et départements, quelle que soit la date d'entrée en vigueur. Pour les ESSMS financés par les ARS (y compris sous CPOM), des crédits ont été délégués.

A ce titre, l'ARS a notifié au bénéfice de l'ADIAPH, en seconde partie de campagne (décembre 2024) une compensation de 238 636€.

Les extensions Ségur versés aux salariés des ESMS relevant du champ de l'ARS s'élèvent à 245 976€. Pour les ESMS de l'ADIAPH, relevant du champ des départements, de la DREETS, ou de la gestion libre, les versements ont été enregistrés comme ci-après :

- Département de la Gironde :215 742€ pour un prévisionnel de 223 278€
- Département des Pyrénées-Atlantiques :28 845€ pour un prévisionnel de 35 456€
- DREETS (EA La Ferme des Coteaux) :9 889€ pour un prévisionnel de 16 585€
- Gestion libre ESAT BAPC :47 815€ pour un prévisionnel de 55 359€
- Siège, Direction générale :67 726€ pour un prévisionnel de 68 524€

Au global, la majoration de charges enregistrée sur l'exercice 2024 est de **615 994€**, compensée à hauteur de 238 636€ pour les établissements et services sous le contrôle de l'ARS. L'impact résultat est donc un déficit de **377 358€**.

EXTENSION SEGUR 2024	REEL Ext. SEGUR CDI-CDD & INTERIM				FINANCEMENT Compensation CTI		Ecart Financement	
A.T.C	ETP Eligibles	CDD-CDI	INTERIM	Total Surcoût	ETP Eligibles	Total Dot. Compl.	Total	%
ARS	46,5	245 976 €	- €	245 976 €	NC	238 636 €	- 7 340 €	-3,0%
CD 33	41,1	215 742 €	- €	215 742 €			- 215 742 €	-100,0%
CD 64	5,2	28 844 €	- €	28 844 €			- 28 844 €	-100,0%
BAPC	8,5	47 815 €	- €	47 815 €			- 47 815 €	-100%
EA	2,1	9 889 €	- €	9 889 €			- 9 889 €	-100%
O.G SIEGE	13,9	67 726 €	- €	67 726 €			- 67 726 €	-100%
LIBRE	0,0	2 €	- €	2 €			- 2 €	-100%
	117,3	615 994 €	- €	615 994 €		238 636 €	- 377 358 €	-61,3%

Pour ce qui est des compléments de traitement indiciaire Ségur-Laforcade décrétés en 2021 et 2022, les versements enregistrés en 2024, cumulés aux revalorisations des charges d'intérim, justifient une charge consolidée de **2 187 310€**, répartie comme ci-après :

- ARS :1 130 134€ dont 146 018€ de surcoût de charges intérim
- Département de la Gironde :768 321€ dont 109 811€ de surcoût de charges intérim
- Département des Pyrénées-Atl. : ..243 645€ dont 15 900€ de surcoût de charges intérim
- DREETS (EA La Ferme des Coteaux) :4 440€ dont 0€ de surcoût de charges intérim
- Gestion libre ESAT BAPC : 40 679€ dont 0€ de surcoût de charges intérim
- Siège, Direction générale : non éligible.

SEGUIR-LAFORCADE 2024	REEL CTI (décrets 2021-2022) CDI-CDD & INTERIM				FINANCEMENT Compensation CTI		Ecart Financement	
A.T.C	ETP Eligibles	CDD-CDI	INTERIM	Total Surcoût	ETP Eligibles	Total Dot. Compl.	Total	%
ARS	177,3	984 116 €	146 018 €	1 130 134 €	NC	1 011 116 €	- 119 018 €	-10,5%
CD 33	120,1	658 511 €	109 811 €	768 321 €		583 022 €	- 185 299 €	-24,1%
CD 64	41,3	227 745 €	15 900 €	243 645 €		212 564 €	- 31 081 €	-12,8%
BAPC	7,5	40 679 €	- €	40 679 €			- 40 679 €	-100%
EA	0,8	4 440 €	- €	4 440 €			- 4 440 €	-100%
O.G SIEGE	0,0	88 €	- €	88 €			- 88 €	-100%
LIBRE	0,0	3 €	- €	3 €			- 3 €	-100%
	347,0	1 915 582 €	271 729 €	2 187 310 €		1 806 702 €	- 380 608 €	-17,4%

Ces CTI Ségur-Laforcade, décrétés en 2021 et 2022 justifient un déficit de **380 608€**.

En conclusion, l'ensemble de ces compléments de rémunération majore les charges 2024 de **2 803 304€**. Les compensations versées par les autorités de tarification s'élèvent à 2 045 338€. Le solde, non compensé par des recettes supplémentaires, justifie un déficit consolidé de **757 966€**.

C.T.I 2024	REEL CTI yc Ext. SEGUR CDI-CDD & INTERIM				FINANCEMENT Compensation CTI		Ecart Financement	
A.T.C	ETP Eligibles	CDD-CDI	INTERIM	Total Surcoût	ETP Eligibles	Total Dot. Compl.	Total	%
ARS	223,7	1 230 092 €	146 018 €	1 376 109 €	NC	1 249 752 €	- 126 357 €	-9,2%
CD 33	161,2	874 253 €	109 811 €	984 063 €	105,6	583 022 €	- 401 041 €	-40,8%
CD 64	46,5	256 589 €	15 900 €	272 489 €	40,4	212 564 €	- 59 926 €	-22,0%
BAPC	16,0	88 494 €	- €	88 494 €			- 88 494 €	-100%
EA	2,9	14 329 €	- €	14 329 €			- 14 329 €	-100%
O.G SIEGE	13,9	67 813 €	- €	67 813 €			- 67 813 €	-100%
LIBRE	0,0	5 €	- €	5 €			- 5 €	-100%
	464,3	2 531 575 €	271 729 €	2 803 304 €		2 045 338 €	- 757 966 €	-27,0%

▪ **Evaluations Externes.**

Depuis la loi du 02 janvier 2002, les établissements et services, sociaux et médico-sociaux (ESSMS), ont l'obligation de procéder à une évaluation régulière de leurs activités et de la qualité des prestations qu'ils délivrent. Conformément à la programmation définie par les autorités de tarification et de contrôle, l'ensemble des structures de l'ADIAPH ont répondu, en 2024, aux exigences de cette évaluation externe. Cet audit est construit autour d'un référentiel national unique, élaboré par la haute autorité de santé (HAS) et centré sur la personne accompagnée. La fréquence d'évaluation est désormais de 5 ans. Elle fait l'objet d'un rapport final avec une structure prédéfinie commune à tous les ESSMS. La diffusion de ces rapports est élargie, aux autorités de tarification et de contrôle, à la HAS, en interne (CA, instance de représentation des personnels, au Conseil de la Vie Sociale (CVS)...). Une diffusion publique est prévue selon des modalités fixées par un décret à venir.

Pour réaliser ces évaluations, l'ADIAPH a missionné le cabinet **4As**, accrédité HAS, répondant aux normes ISO 9001 et 17 020, et référencé par notre centrale d'achat Helpévia.

Le coût de cet audit est estimé à **194 871€**, frais de déplacement inclus. Il est inscrit à l'actif du bilan en tant qu'immobilisation incorporelle, avec un amortissement sur 5 ans, correspondant à la fréquence de ces contrôles. La répartition de cet investissement, par pôle d'activité et de financement, est comptabilisée comme ci-après :

- ESSMS sous contrôle de l'ARS : 83 519€
- ESSMS sous contrôle du département de la Gironde : 61 666€
- ESSMS sous contrôle du département des Pyrénées Atlantiques : 49 686€

Seul le département de la Gironde compense la quasi-totalité de ce surcoût avec une dotation complémentaire annuel de 20K€, sur trois ans, soit 60K€.

▪ **Extension SAVS en Pyrénées-Atlantiques.**

Dans le cadre de la mise en œuvre de son Schéma de l'Autonomie 2019-2023, prorogé jusqu'à fin 2024, le département des Pyrénées-Atlantiques a publié un appel à projet pour la création de 25 places de service d'accompagnement à la vie sociale (SAVS), par extension de services existants, ou par création de places.

L'ADIAPH gérant deux SAVS sur ce département, à Bidos (7 places), et à Diusse (3 places), avec des files actives révélant des besoins supérieurs à leurs capacités respectives, a manifesté son intérêt pour cet appel à projet.

Toutefois, les moyens budgétaires alloués par le département, 8 500€ la place, se sont révélés nettement inférieurs aux besoins d'accompagnement mentionnés dans le cahier des charges du projet, 0.334 ETP de personnels à la place, soit environ 13 000€.

Afin de ne pas accentuer les difficultés budgétaires auxquelles nous sommes soumis depuis la sortie de la crise COVID, l'ADIAPH a limité sa réponse à une proposition qui réduisait le risque de déséquilibre financier grâce à la mutualisation de moyens existants. La réponse de l'ADIAPH s'est concentrée sur 7 places pour le SAVS de Diusse et 1 place pour le SAVS de Bidos.

Par la notification du 13 décembre 2024, le Conseil départemental des Pyrénées-Atlantiques, nous a informé de l'octroi de 6 places supplémentaires pour le SAVS de Diusse, et un refus d'extension pour le SAVS de Bidos.

La mise en œuvre de cette décision sera engagée au 1^{er} avril 2025.

▪ **Extension SESSAD Pierre Delmas Mérignac, +1 places TSA.**

Dans le cadre du plan national 50 000 solutions 2024-2030 issu de la Conférence nationale du handicap, l'Agence Régionale de Santé Nouvelle-Aquitaine crée 50 places de SESSAD permettant d'accompagner la transformation de l'offre en Gironde. Une place est attribuée au SESSAD Pierre Delmas à compter du 01/09/2024. Le nombre d'admissions d'enfants par place, correspond, pour les SESSAD, à 1,5 fois la capacité autorisée. Aussi, il est attendu un ratio d'admissions de 3 enfants pour 2 places installées.

La place supplémentaire est financée à hauteur de 32 000€ par an, soit 10 667€ pour cet exercice.

▪ **Programme ESMS Numérique.**

L'ADIAPH s'est engagée dans le programme ESMS Numérique en répondant, en 2022, à un appel à projet (AAP), lancé par l'ARS.

Ce programme s'inscrit dans le cadre du SEGUR de la Santé et du Plan France Relance.

Il est destiné à développer l'usage du numérique dans les Établissements et Services Sociaux et Médico-Sociaux (ESSMS) pour améliorer :

- La qualité des accompagnements dans une logique de parcours en apportant des outils permettant de faciliter la coopération et la coordination entre les différents acteurs (internes et externes à l'ESSMS) et faciliter l'implication de la personne accompagnée et de ses proches ;
- La connaissance des personnes accompagnées et de leurs besoins et la prise en compte de leurs attentes ;
- Le pilotage de ces transformations et l'efficacité dans le fonctionnement des ESSMS.

L'ADIAPH a répondu à cet AAP en coopération avec l'association l'**OREAG** située à Bordeaux, et la **Plateforme territoriale d'inclusion (PTI) Jean Elie Jambon**, basée à Coutras. Cf. annexes aux comptes 2023.

La fin du projet qui était prévue en octobre 2024, est reportée au 31 janvier 2025.

Le versement du solde de la subvention, soit 384 000€, dont 202 500€ dédiés à l'ADIAPH, reste soumis à l'atteinte des objectifs. Il est, par conséquent, reporté en 2025.

▪ **Journée associative, 150 ans.**

Le colloque organisé le 13 novembre 2024, a été l'occasion, pour les 150 ans de l'ADIAPH, de promouvoir l'autodétermination des personnes en situation de handicap. 400 personnes, familles, professionnels, partenaires et personnes accompagnées se sont réunies au Rocher de Palmer, à Cenon, pour assister aux interventions de quatre personnalités reconnues :

- Eve Gardien sur les savoirs expérientiels rares et la pair-aidance
- Arthur Aumoite sur l'expérience du handicap visuel
- Julia Boivin sur la légitimation de la personne en situation de handicap
- Cédric Routier sur la dimension collective de l'autodétermination.

Les charges engagées pour réaliser cette manifestation sont portées par la structure associative et financées par une donation reçue en 2024.

2.2 EVENEMENTS POST-CLOTURE.

Aucun fait caractéristique d'importance significative n'est à signaler postérieurement à la clôture de l'exercice.

3 PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

3.1 Principes généraux

Les comptes annuels au 31/12/2024, et cette annexe, ont été établis conformément à la réglementation en vigueur et applique les nouvelles dispositions des règlements ANC 2018-06 et 2019-04.

Le cadre réglementaire général est le suivant :

- Le règlement relatif au plan comptable général de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) 2014-03 pour les dispositions comptables générales,
- Le règlement ANC 2018-06 qui traite des seules particularités propres au secteur non lucratif en général, modifié par le règlement 2020-08 du 4 décembre 2020
- Le règlement ANC 2019-04 qui traite des seules particularités propres aux associations du secteur social et médico-social,
- Le plan comptable M22bis applicable aux Etablissements Sociaux et Médico-Sociaux (ESMS) privés relevant de l'article L.312-1 du Code d'Action Sociale et des Familles (CASF), mis à jour par l'arrêté du 20 décembre 2023.

3.2 Principales méthodes comptables

Notre entité utilise les méthodes comptables explicites applicables.

Le choix de notre entité parmi les méthodes suivantes proposées par le règlement 2018-06 pour traiter certaines opérations est précisé dans le paragraphe concerné de l'annexe. (Cf. paragraphe fonds dédiés 4.2.7.1.).

4 Informations relatives au bilan

4.1 ACTIF

4.1.1 Immobilisations

Rubriques	Valeur Brute à l'ouverture de l'Exercice	Acquisitions	Encours et Transferts	Sorties	Valeur Brute à la clôture de l'Exercice
Immobilisations Incorporelles	287 786	227 947		144 493	371 240
Immobilisations Corporelles	53 369 423	1 492 272	159 869	994 853	54 026 711
Immobilisations Financières	342 154	3 801		5 358	340 597
	53 999 363	1 724 019	159 869	1 144 704	54 738 548

4.1.2 Amortissement

Rubriques	Valeur à l'ouverture de l'Exercice	Augmentations	Régularisations	Diminutions	Valeur à la clôture de l'Exercice
Immobilisations Incorporelles	282 515	8 759		143 679	147 595
Immobilisations Corporelles	33 661 717	2 022 371	1 791	903 925	34 781 954
Immobilisations Financières	0				0
	33 944 233	2 031 130	1 791	1 047 605	34 929 549

4.1.3 Principaux mouvements

Acquisitions :

Nous enregistrons sur l'exercice 2024 un montant d'investissements corporels de **1 492 272€** :

- Aménagement terrains, parking, clôture, chemin, plantation : **64 938€**,
- Installations générales, aménagements de constructions : **313 674€, dont**
 - Plomberie, chauffage : 106 195€
 - Stores et volets : 56 412€
 - Installations électriques : 26 725€
 - Installations de sécurité (Visio-sécurité, portes coupe-feu...) : 47 683€
 - Climatisation & VMC : 11 801€
 - Abri vélos : 16 200€
 - Aménagements parking : 21 222€
 - Divers aménagements, ateliers, administration... : 27 436€
- Matériels Espaces Verts : **132 645€**,
- Matériels Cuisines et Restauration : **133 234€**,
- Matériels Lingerie et Blanchisserie : **123 400€**,
- Matériels hygiène et propreté : **8 992€**,
- Matériels et équipements atelier conserverie : **12 350€**,
- Matériels divers agricoles : **66 744€**,
- Divers autres matériels et équipements (éducatifs, soins, TV Multimédia, ateliers, administratifs...) : **39 266€**,
- Acquisitions de véhicules : **408 393€**, soit 12 véhicules dont 3 véhicules légers, et 2 remorques,
- Acquisitions de matériels de bureau et informatiques : **104 866€**,
- Acquisitions de mobiliers : **83 769€**.

Les investissements incorporels concernent l'acquisition de licences informatiques **33 075€**, dont 23 400€ pour le logiciel de gestion de temps de travail, et **194 871€** de dépenses d'évaluation externe.

Sorties :

Les sorties sont justifiées par des renouvellements d'immobilisations.

A la fin de cet exercice 2024, nous avons également procédé à des inventaires d'immobilisations et constaté la mise au rebut de matériels et équipements obsolètes, totalement amortis, et sans utilisation opérationnelle.

Encours & Transferts :

La variation des encours d'immobilisation **150 818€** est très fortement influencé par les travaux non finalisés de la réfection du foyer de Verdélais estimés à 173 200€. La mise en service du logiciel Octime, de divers travaux et la mise en production de plantations justifient les sorties d'immobilisation en cours.

Les transferts, évalués à **9 051€**, concernent deux matériels un matériel de soin du FO au FAM du Barp (1 788€), et une remorque de l'ESAT Verdélais à l'ESAT Captieux (7 263€)

4.1.4 Méthode d'Amortissement

Immobilisations corporelles :

En application des règlements n°2002-10 et n° 2004-06 du CRC, les dispositions afférentes à la décomposition des immobilisations et au calcul des amortissements selon les durées réelles d'utilisation ont été respectées.

La réglementation prévoit une méthode d'alignement entre la durée financée et la durée réelle d'utilisation des actifs.

Les amortissements sont calculés suivant un mode linéaire dès la mise en service de l'immobilisation.

Les immobilisations décomposées ont été amorties selon les taux suivants :

- Gros œuvre – toiture : 2.00% à 4.00 %
- Façade – étanchéité : 4.00% à 5.00 %
- Installations Générales : 6.67% à 10.00 %
- Peinture Plomberie Sols : 6.67% à 14,28 %

4.1.5 Stocks

Les stocks de matières premières et emballages sont évalués suivant la méthode « du dernier prix d'achat connu ».

Les produits finis et encours sont valorisés de la façon suivante :

ESAT CAPTIEUX

- Bovins : 70% de la valeur commerciale,
- Volailles : la valeur du stock comprend le prix d'achat de la volaille concerné et le coût direct de la période de chaque catégorie de volaille (celui-ci tient compte de l'alimentation, de la main d'œuvre directe et des pertes)
- Conserverie, Maraîchage, Bois : 70% du prix de vente HT.

ESAT VERDELAIS – CHATEAU LESCURE

- Vins : la valeur du stock est estimée au coût direct, décomposé de la façon suivante :

- Coût de récolte : ensemble des charges engagées pour la production de la vendange. Les charges engagées après la récolte, jusqu'à la fin de l'exercice sont enregistrées en avance sur récolte et imputées sur la récolte suivante.
- Coût de vinification : ensemble des charges engagées pour la vinification. Ces dépenses sont imputées par catégorie de vin, selon le temps de traitement et donc de stockage dans les chais de vinification. Deux cycles sont distingués : un cycle court pour les vins blancs secs et rosés ; un cycle long pour les vins rouges et vins blancs liquoreux.
- Coût de conditionnement : ensemble des charges comprenant, matières premières et frais de conditionnement, spécifiées par article.

Les intérêts sont toujours exclus de la valorisation des stocks.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités précisées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

4.1.6 Créances

Créances de l'Actif Circulant	TOTAL	A 1 AN AU PLUS	A PLUS D'1 AN	CREANCES DOUTEUSES
Créances Clients et Comptes rattachés	1 559 951	1 494 363		65 588
Autres	900 024	900 024		
Charges Constatées d'avance	55 363	55 363		
TOTAL ADIAPH	2 515 338	2 449 750		65 588

4.1.7 Produits à recevoir

Le montant total des produits à recevoir enregistrés au 31 décembre 2024 est évalué à **68 474€** dont :

- 25 478€ de remises de fin année à recevoir,
- 12 551€ de régularisation sur un litige prud'homal,
- 7 104€ de prises en charge de frais de formations et séminaires (OPCO, AGEFIPH)
- 9 952€ de solde de subventions à recevoir,
- 2 050€ de remboursements assurance,
- 5 070€ d'aides agricoles,
- 4 051€ de participations à des frais à recevoir des usagers,
- 2 091€ d'allocations logement à recevoir,
- Le solde de 127€ est constitué de divers produits tels que des régularisations de facturation, de produits financiers, et des cotisations à recevoir.

4.1.8 Charges constatées d'avance

Le montant total des charges constatées d'avance enregistrées à la clôture de l'exercice 2024 est évalué à **55 363€**. Ces charges concernent des dépenses de produits d'entretien, d'énergie, de prestation de maintenance, de redevances d'utilisation de matériels, d'abonnements divers.

4.2 PASSIF

4.2.1 Fonds Propres

	Valeur Brute à l'ouverture de l'Exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur Brute à la clôture de l'Exercice
Fonds propres statutaires sans droit de reprise	873 617			873 617
Fonds propres complémentaires sans droit de reprise	414 951			414 951
Fonds propres complémentaires avec droit de reprise	169 440			169 440
TOTAL FONDS PROPRES	1 458 007			1 458 007

4.2.2 Réserves

	Valeur Brute à l'ouverture de l'Exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur Brute à la clôture de l'Exercice
Excédents affectés à l'investissement	14 107 650	243 581		14 351 231
Excédents affectés à la couverture du besoin en fonds de roulement	1 169 223			1 169 223
Compensation des déficits d'exploitation	1 341 063	6 500		1 347 563
Compensation des charges d'amortissement	372 767		13 333	359 435
TOTAL RESERVES	16 990 703	250 081	13 333	17 227 451

4.2.3 Report à Nouveau, Dépenses refusées, Dépenses Non opposables

4.2.3.1 Tableau Report à Nouveau

	Valeur Brute à l'ouverture de l'Exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur Brute à la clôture de l'Exercice
Report à nouveau (gestion non contrôlée)	-676 307	-208 445	-226 147	-658 604
Report à nouveau (gestion non contrôlée)	-218 297	-204 700	-226 147	-196 850
Dépenses Refusées	-458 009	-3 745		-461 755
Résultats sous contrôle de tiers financeurs	879 861	481 531	1 023 687	337 706
Dépenses Non Opposables	-1 539 233	-269 751	-116 760	-1 692 225
TOTAL REPORT A NOUVEAU	-1 335 679	3 335	680 779	-2 013 123

Les dépenses refusées définitivement par les autorités de tarification et de contrôle, et non contestées par l'association, sont comptabilisées en diminution du report à nouveau (compte 119500).

4.2.3.2 Dépenses Refusées

Le compte 119500 augmente de 3 745€. Il s'agit d'un reclassement d'une créance irrécouvrable, initialement enregistrée en dépense non opposable, en dépense refusée en raison de la nature irrévocable de cette perte.

A noter : l'ARS nous informe que l'absence de retour sur les rapports signifie qu'aucune dépense est refusée.

4.2.3.3 Dépenses Non Opposables

Les dépenses non opposables concernent des dépenses dont le rejet, par les autorités de tarification, n'est pas définitif. Sur l'exercice 2024 le solde de ces dépenses non opposables est en augmentation de **152 991€** :

- Dépenses de congés payés et compte épargne temps : la variation de ces dépenses est une augmentation de + **139 801€**,
- De provisions d'indemnité retraite : la variation de ces dépenses est une réduction de – **36 187€**,
- Des provisions risques et charges non présentées aux financeurs, en attente du dénouement du litige : augmentation de **60 452€**,
- D'un reclassement en dépenses refusées d'une créance irrécouvrable de **-3 745€**, (cf. 4.2.3.2 dépenses refusées)
- Diminution de **-7 330€** de reprises de provisions pour reports de fonds dédiés 2009 /2010 rejetés.

4.2.4 Subventions

Les subventions d'investissements sont des ressources à caractère durable, des ressources stables permettant de financer les investissements nécessaires aux activités de l'entité et d'alimenter sa trésorerie.

A compter de la première application du règlement 2018-06 les subventions d'investissement sont,

- soit reprises au compte de résultat exceptionnel au rythme de l'amortissement des actifs qu'elles ont contribués à financer, que l'actif soit un bien renouvelable par l'association ou non,
- soit comptabilisées immédiatement en produit exceptionnel à la date d'octroi de la subvention.

Ce choix de méthode comptable s'applique à l'ensemble des immobilisations amortissables financées dans le cadre de projets définis par l'utilisation de fonds dédiés.

Notre entité a choisi de reprendre dans le résultat au rythme de l'amortissement de la quote-part des biens ainsi financés, la subvention d'investissement comptabilisée en fonds propres lors de son octroi, seul le montant net de la subvention étant présentée au bilan.

La première application du changement de réglementation a été appliquée suivant le règlement 2018-06 de façon rétrospective, avec un effet à l'ouverture de l'exercice sur

- le poste subventions d'investissement (diminution),
 - le poste report à nouveau (augmentation),
- effet correspondant à la méthode retenue par notre entité ci-dessus décrite.

4.2.4.1 Subventions brutes

Subventions	Valeur Brute à l'ouverture de l'Exercice	Subventions versées sur l'exercice	Sorties Subventions	Valeur Brute à la clôture de l'Exercice
Pôle Enfants	460 878			460 878
Pôle ESAT	519 926	950		520 876
Pôle Hébergement et Services 33	1 043 803		1 150	1 042 653
Pôle Hébergement et Services 64	12 695			12 695
ESAT Verdélais	1 176			1 176
Château Lescure	52 617			52 617
ESAT Haute Lande	106 312		8 528	97 784
ESAT BIDOS	928			928
ESAT Diusse	63 245			63 245
E.A. Saint Médard	11 206		11 206	0
Pôle SOINS	42 000			42 000
D.G.	1 647		1 647	0
TOTAL SUBVENTIONS	2 316 432	950	22 531	2 294 851

4.2.4.2 Reprise de subventions au résultat

Reprise de Subventions	Reprise de subvention au résultat à l'ouverture	Reprise Résultat de l'exercice	Sorties Subventions	Reprise de subvention à résultat à la clôture	Valeur Nette à la clôture de l'Exercice
Pôle Enfants	307 788	15 381		323 169	137 709
Pôle ESAT	389 345	10 483		399 828	121 048
Pôle Héb. et Services 33	880 239	9 833	1 150	888 921	153 732
Pôle Héb. et Services 64	9 944	846		10 791	1 904
ESAT Verdélais	820	235		1 055	121
Château Lescure	13 510	2 516		16 027	36 590
ESAT Haute Lande	54 711	13 248	8 528	59 431	38 353
ESAT BIDOS	109	186		295	633
ESAT Diusse	43 431	2 414		45 844	17 401
E.A.	10 203	1 002	11 206	0	0
Pôle SOINS	34 749	1 530		36 280	5 720
D.G.	1 354	293	1 647		
TOTAL REPRISES SUBVENTIONS	1 746 204	57 967	22 531	1 781 640	513 211

4.2.4.3 Nature des subventions

Nature des Subventions		Valeur Brute à la clôture de l'Exercice	Reprise de subvention à résultat à la clôture	Valeur Nette à la clôture de l'Exercice
Subvention Construction - Travaux	Pôle Enfants	458 773	321 540	137 233
Subvention Construction - Travaux	Pôle ESAT	477 809	387 270	90 539
Subvention Construction - Travaux	Pôle Héb. et Services 33	1 036 653	884 570	152 083
Sous total subventions Construction - Travaux		1 973 235	1 593 380	379 855
Subventions Equipements - Matériels	Pôle Enfants	2 105	1 628	477
Subventions Equipements - Matériels	Pôle ESAT	43 067	12 558	30 509
Subventions Equipements - Matériels	Pôle Héb. & Services 33	6 000	4 351	1 649
Subventions Equipements - Matériels	Pôle Héb. & Services 64	12 695	10 791	1 904
Subventions Equipements - Matériels	Pôle SOINS	42 000	36 280	5 720
Subventions Equipements - Matériels	ESAT Verdelaïs BAPC	1 176	1 055	121
Subventions Equipements - Matériels	Château Lescure	2 358	1 850	508
Sous total subventions Equipements - Matériels		109 401	68 513	40 888
Subventions Plantations Viticoles	Château Lescure	50 259	14 177	36 082
Subventions Agricoles	ESAT Haute Lande BAPC	97 784	59 431	38 353
Subventions Investissements	ESAT Bidos BAPC	928	295	633
Subventions Plantations Viticoles	ESAT Diusse	63 245	45 844	17 401
Sous total subventions Production		212 215	119 746	92 469
TOTAL SUBVENTIONS		2 294 851	1 781 640	513 211

4.2.5 Provisions Réglementées

4.2.5.1 Tableau des Provisions Réglementées

	Valeur Brute à l'ouverture de l'Exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur Brute à la clôture de l'Exercice
Provisions destinées à renforcer la couverture du BFR	54 956			54 956
Amortissement Dérogatoires	696 622		75 592	621 030
Provisions réglementées (produits financiers et plus-values nettes d'actif immobilisé)	2 495 640	381 844	4 042	2 873 443
TOTAL PROVISIONS REGLEMENTEES	3 247 218	381 844	79 633	3 549 428

4.2.5.2 Amortissements Dérogatoires

La mise en œuvre de la méthode de comptabilisation par composants pour les immobilisations acquises avant 2007 a entraîné une révision du plan d'amortissements sur des durées plus longues que celles prévues initialement. Le financement des amortissements accordé par l'autorité de tarification pouvant rester établi sur les durées d'origine (plus courtes), un différentiel entre l'amortissement comptable et le montant de la dotation d'amortissement budgétaire financée par l'autorité de tarification a été constaté et enregistré en compte 145 amortissements dérogatoires.

4.2.5.3 Plus-value Nettes d'Actifs

Une dérogation aux règles du PCG a été réalisée, en accord avec l'instruction budgétaire du secteur sanitaire et social (CASF : art. R 314-81 et R314-95) : les produits financiers et les plus-values nettes de cession d'immobilisations sont neutralisées par une dotation aux provisions réglementées pour réserve des plus-values nettes d'actif.

Pour l'exercice 2024, cette dotation est égale à **381 844,04€** dont,

- Sections principales Médico-sociales :136 349,61€
- Sections annexes prod. et commercialisation :245 494,43€

4.2.6 Provisions Risques et Charges

4.2.6.1 Tableau des provisions risques et charges

	Valeur Brute à l'ouverture de l'Exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur Brute à la clôture de l'Exercice
Provisions Risques et Charges	440 615	55 514	182 336	313 793
Provisions Retraite (<i>indemnités de fin de carrière</i>)	635 433	139 054	146 228	628 259
TOTAL PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	1 076 047	194 569	328 563	942 053

4.2.6.2 Evaluation des Provisions

Les provisions pour risques et charges évaluées à **313 793€**, concernent :

- Des risques sur des litiges prud'homaux : le montant du risque provisionné est estimé sur les bases de l'expertise de l'avocat en charge du dossier. 197 951€ de provisions sont comptabilisées au 31/12/2024.
- Des risques sur des litiges avec divers tiers, salariés, usagers. Les risques sont évalués sur la base des réclamations des demandeurs, ou selon le cadre réglementaire de référence. 115 842€ de provisions sont comptabilisés au 31/12/2024.

4.2.6.3 Evaluation des Provisions Retraite

La provision pour indemnité de départ retraite est évaluée selon les critères suivants :

- Identification des salariés qui en fonction de leur âge pourraient faire valoir leurs droits au départ à la retraite.
- Calendrier des départs à horizon de 5 ans afin d'étaler la charge d'indemnité à verser.
- Les indemnités sont estimées selon les termes définis dans la convention collective 1966 : montant d'indemnité équivalant à un nombre de mois de salaires selon l'ancienneté dans la convention.

4.2.7 Fonds dédiés

Selon les dispositions de l'article 132-3 du règlement ANC N°2018-06 du 05 décembre 2018 et l'article 132-1 du règlement ANC N° 2019-04 du 08 novembre 2019, nous enregistrons dans les comptes de fonds dédiés, les montants non utilisés provenant des contributions accordées par l'autorité de tarification :

- les contributions financières pour financer le renouvellement des immobilisations en vertu de l'article D 314-206 du code de l'action sociale et des familles enregistrées dans des comptes 1921
- les autres contributions accordées par l'autorité de tarification enregistrées dans les comptes 1922.

Les fonds versés par d'autres organismes sont enregistrés en compte 194 pour les subventions d'exploitation, en compte 195 pour les autres contributions financières.

Les sommes inscrites au passif en « Fonds dédiés » sont rapportées en produit au compte de résultat au cours des exercices suivants, au fur et à mesure de la réalisation du projet défini, par le crédit du compte « Utilisations de fonds dédiés ».

Pour les immobilisations amortissables, nous rapportons en produits le montant de l'acquisition sur la même durée que celle retenue pour l'amortissement des immobilisations.

4.2.7.1 Fonds Dédiés à l'investissement

Comme mentionné ci-avant, en application des nouvelles réglementations comptables, les provisions réglementées pour renouvellement d'immobilisations ont été reclassées en fonds dédiés à l'investissement.

Pour les immobilisations amortissables, est rapporté en produits le montant de l'acquisition, ou le coût de production, sur la même durée que celle retenue pour l'amortissement des immobilisations. Il s'agit d'un choix de méthode comptable applicable à l'ensemble des immobilisations amortissables financées par des fonds dédiés.

Nature des FONDS DEDIES - INVESTISSEMENT	Valeur Brute à l'ouverture de l'Exercice	Reclasst/ Retrait.	Fonds dédiés reportés	Utilisation Fonds dédiés	Valeur Brute à la clôture de l'Exercice
IME Pierre Delmas	211 621	14 266	7 308	-20 569	212 625
Fonds dédiés taxe apprentissage	36 850	14 266	7 308	-2 445	55 979
Fonds dédiés sur projet immobilier	3 029			-850	2 179
Fonds dédiés sur bâtiments. (Éduc. & Admin.) + espace institutionnel	168 266			-17 007	151 259
Fonds dédiés sur contrib. Financières (Don Rotary + don projet Ludothèque)	3 208				3 208
Fonds dédiés sur concours publics (AMI-QVT)	267			-267	
IMP Jean Le Tanneur	58 318	1 112	4 961	-6 575	57 817
Fonds dédiés sur CNR 160K€	55 904			-5 924	49 980
Fonds dédiés sur contrib. financières (Dons Rotary)	2 415			-651	1 764
Fonds dédiés taxe apprentissage		1 112	4 961		6 073
IMP Beaulieu	223 021	2 691	5 383	-19 398	211 696
Fonds dédiés sur reconstruction Beaulieu	157 016			-15 529	141 486
Fonds dédiés sur travaux salles de classe	65 977			-3 840	62 136
Fonds dédiés sur concours publics (AMI-QVT)	29			-29	
Fonds dédiés taxe apprentissage		2 691	5 383		8 073
SESSAD Beaulieu	22 005			-1 292	20 713
Fonds dédiés sur travaux salles de classe	21 993			-1 280	20 713
Fonds dédiés sur concours publics (AMI-QVT)	12			-12	0
ESAT Verdelaïs		8 564	7 267		15 832
Fonds dédiés taxe apprentissage		8 564	7 267		15 832
ESAT Bidos	11 675	987	5 641	-4 068	14 236
Fonds dédiés sur toiture Bidos	10 118			-3 507	6 612
Fonds dédiés sur sols/peinture/balilage	1 557			-561	996
Fonds dédiés sur échafaudage/escabeau		987	5 641		6 628

Nature des FONDS DEDIES - INVESTISSEMENT	Valeur Brute à l'ouverture de l'Exercice	Reclasst/ Retrait.	Fonds dédiés reportés	Utilisation Fonds dédiés	Valeur Brute à la clôture de l'Exercice
ESAT Bassens	2 193	75	4 600	-805	6 063
Fonds dédiés sur concours publics (AMI-QVT)	2 193			-805	1 389
Fonds dédiés taxe apprentissage		75	4 600		4 675
ESAT Captieux			4 500		4 500
Fonds dédiés taxe apprentissage			4 500		4 500
ESAT Diusse			290	4 630	4 920
Fonds dédiés taxe apprentissage			290	4 630	4 920
FO Carignan	129 392			-64 696	64 696
Fonds dédiés sur construction Foyer	129 392			-64 696	64 696
FAM Carignan (HBT)	2 003			-2 003	
Fonds dédiés sur contrib. Financières (Dons Lions Club)	2 003			-2 003	
FAM Le Barp (HBT)	1 856			-388	1 468
Fonds dédiés sur contrib. Financières (Don Orange)	1 856			-388	1 468
FAM Verdelais (HBT)	1 834		2 168	-179	3 822
Fonds dédiés sur contributions financières (Don Lions Club)	1 834		2 168	-179	3 822
FH Bidos	2 081				2 081
Fonds dédiés s/ dons manuels affectés (Don Blosseville)	2 081				2 081
FH Diusse	30 663			-4 583	26 080
Fonds dédiés sur salle animation	24 500			-3 500	21 000
Fonds dédiés sur voeries descente cuisine/pavillons	633			-506	126
Fonds dédiés sur contributions financières	5 531			-577	4 953
FAM Verdelais (soin)	3 883			-1 329	2 554
Fonds dédiés sur concours publics (AMI-QVT)	3 883			-1 329	2 554
SAMSAH (soin)	711			-711	
Fonds dédiés sur concours publics (AMI-QVT)	711			-711	
ESAT CAPTIEUX BAPC			8 000	-504	7 496
Fonds dédiés sur contributions financières (don véhicule Alpa Systems)			8 000	-504	7 496
ESAT BIDOS BAPC			3 000	-33	2 967
Fonds dédiés sur contributions financières (don calendreuse Fondation Pomme)			3 000	-33	2 967
TOTAL FONDS DEDIES INVESTISSEMENTS	701 256	27 985	57 457	-127 134	659 565

4.2.7.2 Fonds dédiés à l'exploitation

Nature des FONDS DEDIES - EXPLOITATION	Valeur Brute à l'ouverture de l'Exercice	Reclaset./ Retrait.	Fonds dédiés reportés	Utilisation Fonds dédiés	Valeur Brute à la clôture de l'Exercice	Dont fonds dédiés s/ projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
ESMS Numérique	149 474			-149 474		
Fonds dédiés sur subvention de fonctionnement (ESMS numérique)	149 474			-149 474		
IME Pierre Delmas	36 602	-14 266		-3 842	18 494	9 631
Fonds dédiés sur concours publics (Gratifications stagiaires)	12 705			-3 842	8 863	
Fonds dédiés taxe apprentissage	23 897	-14 266			9 631	9 631

Nature des FONDS DEDIES - EXPLOITATION	Valeur Brute à l'ouverture de l'Exercice	Reclasset./ Retrait.	Fonds dédiés reportés	Utilisation Fonds dédiés	Valeur Brute à la clôture de l'Exercice	Dont fonds dédiés s/ projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
IMP Jean Le Tanneur	38 119	-1 112		-6 274	30 733	1 333
Fonds dédiés sur concours publics (Gratifications stagiaires, Polyhandicap, AMI-QVT, apprentis)	32 813			-3 413	29 400	
Fonds dédiés taxe apprentissage	2 445	-1 112			1 333	1 333
Fonds dédiés sur concours publics (Tombola, divers)	2 861			-2 861		
IMP Beaulieu	6 910	-2 691		-3 189	1 031	1 031
Fonds dédiés sur concours publics (Gratifications stagiaires, AMI-QVT, apprentis)	3 189			-3 189	0	
Fonds dédiés taxe apprentissage	3 722	-2 691			1 031	1 031
SESSAD Beaulieu	95 047			-10 290	84 757	
Fonds dédiés sur concours publics (SI décisionnel, amélioration SI, RGPD, formation au changement, IDR, label RSA, fusion, gratifications stagiaires, apprentis)	95 047			-10 290	84 757	
ESAT Verdélais	16 673	-8 564		-8 109		
Fonds dédiés sur concours publics (AMI-QVT, apprentis)	8 109			-8 109		
Fonds dédiés taxe apprentissage	8 564	-8 564				
ESAT Bidos	987	-987	14 000		14 000	
Fonds dédiés taxe apprentissage	987	-987				
Fonds dédiés sur concours publics (formation)			14 000		14 000	
ESAT Bassens	31 565	-75		-11 490	20 000	20 000
Fonds dédiés sur concours publics (Défi Handicap, apprentis)	31 490			-11 490	20 000	20 000
Fonds dédiés taxe apprentissage	75	-75				
ESAT Captieux	23 373		20 054		43 427	43 427
Fonds dédiés sur concours publics (AMI-QVT, Défi handicap)	20 000				20 000	20 000
Fonds dédiés taxe apprentissage	3 373		20 054		23 427	23 427
ESAT Diusse	229	-229				
Fonds dédiés taxe apprentissage	229	-229				
FO Carignan	415			-415		
Fonds dédiés sur contrib. Financières (Don I. Rivière)	415			-415		
Unité de Vie Bidos						
Fonds dédiés sur dons contrib. financières (Sub. FDF projet SAJ)						
ESAT DIUSSE BAPC	61	-61				
Fonds dédiés taxe apprentissage	61	-61				
FAM Carignan (soin)						
Fonds dédiés sur concours publics (Apprentis)						
FAM Le Barp (soin)	7 988			-7 988		
Fonds dédiés sur concours publics (Apprentis)	7 988			-7 988		
FAM Verdélais (soin)	37 400		11 303	-17 400	31 303	20 000
Fonds dédiés sur concours publics (Défi handicap, apprentis)	37 400		11 303	-17 400	31 303	20 000

Nature des FONDS DEDIES - EXPLOITATION	Valeur Brute à l'ouverture de l'Exercice	Reclasset./ Retrait.	Fonds dédiés reportés	Utilisation Fonds dédiés	Valeur Brute à la clôture de l'Exercice	Dont fonds dédiés s/ projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
SAMSAH (soin)	22 529		15 607		38 136	27 529
Fonds dédiés sur concours publics (PCO TND Charles Perrens)	22 529		5 000		27 529	27 529
Fonds dédiés sur concours publics (formation)			10 607		10 607	
URR (FAM Verdelais)						
Fonds dédiés sur concours publics (URR)						
PCPE LO CAMIN (IMP Jean Le Tanneur)	70 103		33 616	-70 103	33 616	
Fonds dédiés sur concours publics (PCPE « Lo Camin » Autisme)	70 103		33 616	-70 103	33 616	
RECREAMIX (IMP Jean Le Tanneur)	38 664		12 273	-38 664	12 273	
Fonds dédiés sur concours publics (Récéramix, équipe mobile)	38 664		12 273	-38 664	12 273	
PCPE RAPT (IME Pierre Delmas)	110 868		99 131	-49 470	160 529	
Fonds dédiés sur concours publics (Dispositif R.A.P.T.)	110 868		99 131	-49 470	160 529	
APV (IME Pierre Delmas)	40 000			-3 662	36 338	
Fonds dédiés sur concours publics (Dispositif A.P.V.)	40 000			-3 662	36 338	
C360 (IME Pierre Delmas)	54 428			-18 445	35 982	
Fonds dédiés sur concours publics (C.360)	54 428			-18 445	35 982	
HANDAMOS (ESAT Captieux)	5 980			-5 980		
Fonds dédiés sur concours publics (Handamos !)	5 980			-5 980		
TOTAL FONDS DEDIES EXPLOITATION	787 414	-27 985	205 984	-404 794	560 620	122 951

(*) Commentaires :

- Polyhandicap IMP Jean Le Tanneur (29 400€) : le public accueilli n'est pas éligible aux critères requis. Une réflexion de réorientation de ce crédit est en cours.
- Défi Handicap : trois CNR de 20 000€ octroyés à l'ESAT de Bassens, l'ESAT de Captieux et le FAM de Verdelais. Les modalités de consommation de ces enveloppes font l'objet d'une demande de précisions.

4.2.8 Etats des Dettes

Dettes	TOTAL	A MOINS D'1 AN	A PLUS D'1 AN	A PLUS DE 5 ANS
Emprunt auprès des établissements bancaires	9 043 462	1 006 554	3 043 280	4 993 628
Dettes financières diverses	9 533	9 533		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 386 550	1 386 550		
Dettes Fiscales et Sociales	5 332 305	5 332 305		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	198 599	198 599		
Autres dettes	194 429	194 429		
Produits constatés d'avance	24 855	24 855		
TOTAL ADIAPH	16 189 734	8 152 826	3 043 280	4 993 628

5 Comptes de résultats

5.1 Ventilation des Produits

Produits d'Exploitation (externes)	42 686 602 €	100%
COTISATIONS	180 €	0%
VENTES DE BIENS ET SERVICES	5 211 596 €	12%
CHIFFRE D'AFFAIRES SECTIONS BAPC (hors interne : 577 907€)	4 349 726 €	10,2%
PRODUITS (hors Chiffre d'affaires BAPC)	834 257 €	2,0%
PRODUCTION STOCKEE	27 613 €	0%
CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTION D'EXPLOITATION	31 277 169 €	73%
DOTATIONS ET PRODUITS DE TARIFICATION	31 099 009 €	72,9%
SUBVENTION D'EXPLOITATION	178 160 €	0,4%
RESSOURCES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	118 571 €	0,3%
REPRISE SUR AMORT. DEPRECIATIONS ET PROV. & TRANSFERTS DE CHARGES	474 672 €	1%
REPRISE SUR AMORTISSEMENTS, DEPRECIATIONS ET PROVISIONS	336 606 €	1%
TRANSFERTS DE CHARGES	138 067 €	0%
UTILISATION DE FONDS DEDIES	559 912 €	1%
AUTRES PRODUITS	5 044 502 €	12%
AIDE AU POSTE TH	4 655 892 €	10,9%
AUTRES AIDES SOCIALES	331 178 €	0,8%
AIDES AGRICOLES	55 632 €	0,1%
AUTRES PRODUITS	1 799 €	0%

Produits d'Exploitation (retraitements de consolidation)	2 422 143 €	100,0%
CHIFFRE D'AFFAIRES SECTIONS BAPC (Interne)	577 907 €	23,9%
FACTURATION CENTRE AUDENGE	8 550 €	0,4%
REFACTURATION REPAS (Interne)	53 260 €	2,2%
REFACTURATION FRAIS DE SIEGE (Interne)	1 460 561 €	60,3%
TRANSFERT DE CHARGES (Interne)	321 865 €	13,3%

5.2 Ventilation des résultats

RESULTATS PAR POLE	Résultat comptable 2024	Résultat administratif Antérieur	Dép. / Rec. non opposables	Mobilisation Réserves ~ Affectation Report	Résultat Administratif 2024
DIRECTION GENERALE	71 125		14 588		85 713
P. ENFANTS & DISPOSITIFS	53 795	0	32 761	15 849	102 405
P. HEBERGEMENT ET SERVICES 33	-637 817	0	-72 512	51 241	-659 088
P. HEBERGEMENT ET SERVICES 64	-269 872	0	13 688	1 526	-254 658
P. ADULTES AU TRAVAIL (BPAS)	156 407	0	-5 125	12 444	163 726
P. ADULTES AU TRAVAIL (ANNEXES BAPC)	149 045				149 045
STRUCTURE ASSOCIATIVE	19 319				19 319
CENTRE AUDENGE	-9 069				-9 069
TOTAL ADIAPH	-467 067	0	-16 600	81 060	-402 607

5.3 Résultats Détaillés par Pôle

POLE ENFANTS	Résultat comptable 2024	Résultat administratif Antérieur	Dép. / Rec. non opposables	Mobilisation Réserves ~ Affectation Report	Résultat Administratif 2024
I.M.E. "Pierre Delmas" (dont PCPE RAPT, APV et C360)	41 842		4 323	6 000	52 164
I.M.P. "Jean le Tanneur" (dont PCPE LO CAMIN et RECREAMIX)	-80 502		4 754	5 349	-70 398
I.M.P. "Beaulieu"	-4 877		9 534	0	4 657
SESSAD "Beaulieu"	45 636		5 108	1 500	52 244
SESSAD "Pierre Delmas"	26 213		6 000	1 500	33 713
SESSAD "Jean le Tanneur"	3 250		855	1 500	5 605
UEMA "Castelnau Médoc"	-2 979		-587	0	-3 566
UEMA "Mérignac"	25 211		2 774	0	27 985
	53 795	0	32 761	15 849	102 405

P. HEBERGEMENT ET SERVICES 33	Résultat comptable 2024	Résultat administratif Antérieur	Dép. / Rec. non opposables	Mobilisation Réserves ~ Affectation Report	Résultat Administratif 2024
Foyer d'Hébergement VERDELAIS	-5 574		19 376	0	13 802
Foyer Occupationnel CARIGNAN	-171 075		31 819	12 550	-126 706
FAM CARIGNAN	-155 179		7 971	-2 003	-149 211
Foyer d'Hébergement CAPTIEUX	-105 422		-28 861	30 860	-103 423
FAM Aïrial du Nid de L'Agasse	-109 763		-106 541	4 982	-211 322
FAM Foyer des Coteaux VERDELAIS	-154 527		5 254	4 852	-144 421
SAVS SUD GIRONDE	-9 148		-2 793	0	-11 940
SAMSAH SUD GIRONDE (Langon + Créon)	32 573		-596	0	31 976
Foyer Occupationnel LE BARP	38 061		1 452	0	39 513
URR VERDELAIS	2 238		406	0	2 644
	-637 817	0	-72 512	51 241	-659 088

P. HEBERGEMENT ET SERVICES 64	Résultat comptable 2024	Résultat administratif Antérieur	Dép. / Rec. non opposables	Mobilisation Réserves ~ Affectation Report	Résultat Administratif 2024
Foyer d'Hébergement BIDOS	-59 073		3 118	1 526	-54 429
Unité de Vie BIDOS	13 444		-117	0	13 327
Foyer d'Hébergement GRAVIR	-169 945		8 581	0	-161 364
MAPHA GRAVIR	-65 127		1 857	0	-63 270
SAVSP Les Vallées BIDOS	16 163		-576	0	15 587
SAVSP Les Côteaux du Béarn DIUSSE	-1 601		-163	0	-1 763
Section Annexe GRAVIR	-3 734		988	0	-2 746
	-269 872	0	13 688	1 526	-254 658

P. ADULTES AU TRAVAIL (BPAS)	Résultat comptable 2024	Résultat administratif Antérieur	Dép. / Rec. non opposables	Mobilisation Réserves ~ Affectation Report	Résultat Administratif 2024
E.S.A.T. VERDELAIS	116 908		2 414	5 000	124 322
E.S.A.T. BIDOS	-1 249		-3 073	4 000	-321
E.S.AT BASSENS	56 779		-14 604	3 000	45 176
E.S.A.T. CAPTIEUX (<i>dont Handamos !</i>)	35 837		7 373	-4 556	38 654
E.S.A.T. DIUSSE	-51 869		2 765	5 000	-44 104
	156 407	0	-5 125	12 444	163 726

P. ADULTES AU TRAVAIL (ANNEXES BAPC)	Résultat comptable 2024	Résultat administratif Antérieur	Dép. / Rec. non opposables	Mobilisation Réserves ~ Affectation Report	Résultat Administratif 2024
E.S.A.T. VERDELAIS (BAPC) hors Lescure	174 437				174 437
CHÂTEAU LESCURE	-96 723				-96 723
E.S.A.T. CAPTIEUX (BAPC)	50 093				50 093
E.S.AT BASSENS (BAPC)	106 996				106 996
ENTREPRISE ADAPTEE ST MEDARD EN J.	-71 614				-71 614
E.S.A.T. BIDOS (BAPC)	18 057				18 057
E.S.A.T. DIUSSE (BAPC)	-32 201				-32 201
	149 045	0	0	0	149 045

5.4 Résultats Exceptionnels

Les postes autres produits et charges exceptionnelles recouvrent :

PRODUITS EXCEPTIONNELS	305 859
Sur opérations de gestion	34 915
Sur opérations en capital	191 311
<i>Produits de cession (Actifs)</i>	129 711
<i>Quote-part de subvention</i>	57 967
<i>Autres produits exceptionnels</i>	3 632
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	79 633
<i>Reprise Provision réglementée</i>	4 042
<i>Reprise Amortissements Dérogatoires</i>	75 592
CHARGES EXCEPTIONNELLES	408 110
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	17 377
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	8 889
<i>Valeur Compta. Des Actifs Cédés</i>	8 889
<i>Autres charges exceptionnelles</i>	0
Dotations amortissements, dépréciations et provisions	381 844
<i>Dotation Provision Réglementée PV Actif</i>	381 844
<i>Dotation Amortissements Dérogatoires</i>	0
<i>Autres (Divers)</i>	0
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-102 251

- Produits Exceptionnels sur opérations de gestion : **34 915€** dont,
 - Régularisation d'une indemnité versée sur un litige prud'homal, **12 551€**,
 - Régularisation financement « Handamos ! » 2023 : **7 166€**,
 - Régularisation de dégrèvement de taxes foncières FAM Verdelaix (2018-2022) : **8 732€**,
 - Cessions de matériels non immobilisés : **2 180€**.
 - Régularisations charges sociales exercices antérieurs : **2 039€**,
 - Régularisation N-1 d'intérêts sur parts sociales : **319€**,
 - Diverses régularisations d'exercices antérieurs : **1 928€**,
- Charges Exceptionnelles sur opérations de gestion : **17 377€** dont,
 - Régularisations compte Fournisseur maintenance Diusse : **4 044€**,
 - Régularisations autres comptes fournisseurs : **1 124€**,
 - Régularisation récoltes Diusse : **3 034€**,
 - Régularisations créances usagers : **1 118€**,
 - Régularisations sociales, payes : **7 156€**,
 - Vol caisse Foyer Diusse : **356€**,
 - Régularisation assurances N-1 : **271€**,
 - Autres régularisations exercices antérieurs : **274€**.

6 Autres informations

6.1 Effectifs

Effectifs au 31/12 par fonctions ANAP	ETP			Personnes physiques		
	H	F	Total ETP	H	F	Total
Total (hors remplacement)	152,97	347,92	500,88	158	382	540
Direction / Encadrement	25,00	24,34	49,34	25	25	50
Gestion et Administration	4,00	39,97	43,97	4	42	46
Services Généraux	20,89	35,40	56,30	22	39	61
Restauration	8,00	2,00	10,00	8	2	10
Socio-éducatif	64,47	187,13	251,60	67	194	261
Paramédical	5,00	45,17	50,17	5	57	62
Psychologue	1,67	8,49	10,16	2	13	15
Médical	0,40	0,40	0,80	1	4	5
Ouvriers EA	20,53		20,53	21		21
Apprenti	3,00	5,00	8,00	3	5	8
Autres fonctions		0,02	0,02		1	1

6.2 Rémunérations des Dirigeants

Conformément aux statuts de l'Association, les trois plus hauts dirigeants (Président, Secrétaire Général et Trésorier) ne perçoivent pas de rémunération.

6.3 Honoraires Commissaires aux Comptes

Dans le cadre de leur mission de commissariat aux comptes pour l'année 2024, le montant des honoraires versés à FORVIS-MAZARS ou provisionnés s'élèvent à 38 934 euros ttc, hors frais de déplacement.

6.4 Engagements Hors Bilan

6.4.1 Engagements Financiers

Engagements donnés

- Hypothèque conventionnelle en premier rang, sans concurrence, à hauteur de 50% du prêt bancaire de 1 940 000€, soit 970 000€ sur l'ensemble immobilier Foyer Occupationnel « Résidence Jean Rivière » accordé au profit du Crédit Coopératif en 2005. Le solde du prêt est garanti par le Conseil départemental de la Gironde. (Cf. paragraphe Engagements reçus).
- Affectation hypothécaire des biens immobiliers de l'établissement IMP Beaulieu sis 9, route de Soulac – 33290 Le Pian Médoc à hauteur de 455 000 euros au profit du Crédit Coopératif.
- La construction de l'extension de l'ESAT Bassens est financée par un prêt souscrit auprès du Crédit Coopératif. Il mentionne une promesse d'affectation hypothécaire, de premier rang, à hauteur de 500 000€, sous la forme d'un sous seing privé, sur les biens immobiliers situés 24 rue Franklin à Bassens.
- Les travaux de réhabilitation du Foyer de GRAVIR à Diusse sont financés par un prêt souscrit auprès du Crédit Coopératif. Il mentionne une promesse d'affectation hypothécaire, de premier rang, à hauteur de 1 200 000€, sous la forme d'un sous seing privé, sur les biens bâtis et non bâtis situés voie communale n°5 dite de Parrabere à Diusse (64 330).

Engagements reçus :

- La construction du Foyer Occupationnel de Carignan de Bordeaux est financée par un prêt locatif social de 1 940 000€ souscrit auprès du Crédit Coopératif. Ce prêt est garanti à hauteur de 50% par le Conseil Départemental de la Gironde.
- La construction du Foyer d'hébergement à Bidos est financée par un prêt locatif social d'un montant de 3 086 970 €, souscrit auprès du Crédit Coopératif. Ce prêt est garanti à 100% par les collectivités locales et départementales :
 - Conseil général des Pyrénées Atlantiques : caution à hauteur de 50% du prêt selon la délibération du 21 mai 2010.
 - Communauté des communes du Piémont Oloronais : caution à hauteur de 40% du prêt selon la délibération du 30 juin 2010,
 - Commune de Bidos : caution à hauteur de 10% du prêt, selon délibération du 06 mai 2010.
- La construction du Foyer d'Accueil Médicalisé de Carignan de Bordeaux est financée par un prêt locatif social et un prêt complémentaire d'un montant consolidé de 1 799 399€ souscrit auprès du Crédit Coopératif. Ces prêts sont garantis à 100% par le Conseil Départemental de la Gironde, selon une convention signée le 27 octobre 2015.
- La construction du Foyer d'Accueil Médicalisé de Verdélais est financée par un prêt locatif social (1 150 000€) et un prêt complémentaire (402 778€) pour un montant consolidé de 1 552 778€

souscrit auprès de la Caisse d'Epargne Aquitaine Poitou-Charentes. Ces prêts sont garantis à 100% par le Conseil Départemental de la Gironde, selon une convention signée le 28 octobre 2016.

- La construction du FAM l'Airial du Nid de l'Agasse au Barp a été financée, en partie par deux prêts locatifs sociaux (PLS) :
 - Le premier, souscrit en 2002, auprès du Crédit Foncier de France pour un montant de 974 057€,
 - Le second, souscrit en 2003 auprès de la Caisse d'Epargne Aquitaine Poitou-Charentes (C.E.A.P.C.) pour un montant de 63 531€.

Ces deux prêts contractés par Sésame Autisme Aquitaine (S.A.A.) bénéficiaient de garantie :

- Par le Conseil départemental de la Gironde à hauteur de 50% pour les deux PLS.
- Par la Caisse d'Epargne Aquitaine à hauteur de 50% pour les deux PLS.

Lors de la fusion absorption de S.A.A. par l'ADIAPH au 01^{er} janvier 2015, les prêts ont été transférés sur l'ADIAPH conformément au traité de fusion, avec un montant de capital restant dû de 591 391.75€ pour le PLS de 974 057€ et de 36 838.57€ pour le PLS de 63 531€.

La Caisse d'Epargne Aquitaine Poitou-Charentes a signé un avenant de caution substituant le bénéfice de la garantie de S.A.A sur l'ADIAPH le 19 mai 2015.

Le Conseil départemental de la Gironde a voté en commission permanente le 20 mai 2019 le maintien de sa garantie au profit de l'ADIAPH. L'article 5 de cette délibération précisait que le transfert de garantie ne serait effectif qu'après disposition d'un acte validé par le prêteur, l'emprunteur et le garant. Le prêteur, le Crédit Foncier de France, a émis les documents actualisés nécessaires à la complétude de cet acte le 17 décembre 2020.

- La construction du FO l'Airial du Nid de l'Agasse au Barp est financée par un prêt locatif social d'un montant de 345 512€ et un prêt complémentaire d'un montant de 230 342€. Ces deux prêts d'un montant consolidé de 575 854€ souscrit auprès du Crédit Coopératif sont garantis à 100% par le Conseil Départemental de la Gironde, selon une convention signée le 06 avril 2020. La construction de ce Foyer occupationnel d'une capacité de 8 places a été achevée le 08 janvier 2021, avec une mise en service le 15 février 2021.

6.4.2 Engagements Retraite

La convention collective de l'association prévoit des indemnités de fin de carrière.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les hypothèses d'actualisation retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 3.35%
- Taux de croissance des salaires : 2%
- Age de départ à la retraite : 65 ans
- Taux de rotation du personnel : 5.5%
- Table de taux de mortalité : table INSEE TD 88-90

Selon ces hypothèses, le total de l'engagement des indemnités de fin de carrière au 31 décembre 2024 s'élève à **1 362 055,64€** dont **628 259,21€** comptabilisés (cf. 4-2-6-1).

Cet engagement ne concerne pas les travailleurs handicapés.